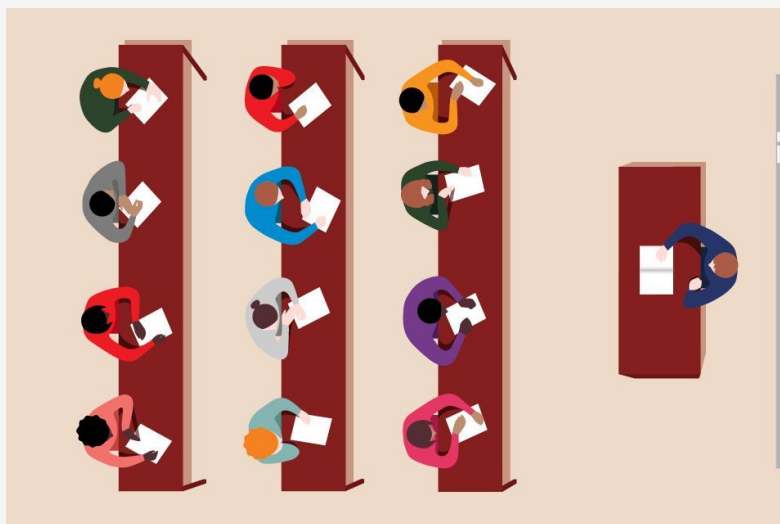




Parcoursup : «On sacrifie une génération»



La loi modifiant les conditions d'accès à l'université, votée mi-février, se met en place au pas de course – dans la précipitation, disent certains – pour une application dès cette année. Elèves de terminale, étudiants en réorientation, équipes pédagogiques côté lycée, mais aussi universités, parents... Depuis le début de l'année, Libération donne la parole à tous ceux qui sont en première ligne dans l'application de cette réforme d'ampleur. Pour que chacun raconte, avec ses mots et son ressenti, les changements vécus de l'intérieur.

Dernier épisode la chronique : Un parent d'élève qui attend les résultats de Parcoursup

Ce jeudi, Antony Taillefait, professeur de droit public à l'université d'Angers (Maine-et-Loire)

«Je refuse de participer au tri des candidatures par principe. Même si, en pratique, cela ne change rien au cours des choses. Dans mon département de droit, deux enseignants ont accepté de le faire. Ils le font tout seuls, sans que l'on sache quels critères ils utilisent. Je ne cherche même pas à savoir tellement je suis irrité.

«Comment prédire la réussite des étudiants ? Surtout en droit, une discipline qui n'est pas enseignée au lycée. Pour justifier cette réforme, on met en avant le taux d'échecs en première année, mais nous n'avons jamais essayé de faire fonctionner l'université avec des moyens ! Je pense par exemple aux travaux dirigés (TD) à 40 élèves... alors qu'il faudrait qu'ils soient maximum 25 pour mener un accompagnement de qualité.

«Cette réforme n'est qu'une affaire budgétaire. L'histoire des capacités d'accueil de l'université, présentées comme l'argument imparable pour faire du tri, est simplement un argument bureaucratique pour limiter les dépenses. Nous pourrions très bien avoir deux amphis de première année. Quand je suis rentré à l'université, au début des années 80, nous étions 1 800 premières années en droit à Bordeaux. Les politiques n'avaient pas encore inventé les capacités d'accueil. Une chance pour moi. Sans ça, je ne serais jamais devenu professeur d'université. La vérité, c'est qu'aujourd'hui il y a un pic démographique avec les enfants nés autour des années 2000, qui va ensuite se tasser. Les responsables politiques le savent. Ils préfèrent faire le dos rond et attendre que ça passe plutôt que de mettre les moyens pour former ces étudiants. On sacrifie une génération. Il faut le dire.»

Marie Piquemal